

appelé Nouria Benghebrit

Le système scolaire algérien, comme l'avait si bien décrit M^{me} Malika Greffou, est de type pavlovien ; c'est-à-dire qu'il reproduit à l'infini des recettes toutes prêtes, censées s'adapter à toutes les circonstances. Mais dès que les conditions d'application diffèrent de celles apprises en milieu scolaire, rien ne va plus : la personne se trouve totalement inapte à régler les problèmes posés avec des données différentes de celles apprises à l'école ou à l'université.

La responsabilité des anciennes générations dans la situation actuelle

Très souvent, les jeunes générations reprochent, avec raison d'ailleurs, aux générations passées, celles qui ont bénéficié d'une formation de bon niveau (avant l'école fondamentale), d'être à l'origine du gâchis actuel. Elles les accusent d'avoir été les complices volontaires ou forcées de ceux qui ont mis sur pied le système politico-social qui a mené le pays à la ruine. Par conviction ou par lâcheté, elles ont contribué à la consolidation de ce système. Parfois même, elles ont agi avec un zèle incompréhensible pour servir une cause dont elles connaissaient par avance les résultats désastreux pour le pays.

C'est encore le cas quand il s'est agi, au nom d'une efficacité économique toute théorique, de détruire un outil industriel mis en place au prix d'efforts et de difficultés innombrables, sous le fallacieux prétexte de «restructuration organique des entreprises». Les cadres algériens de l'époque, qui pourtant détenaient de très solides compétences acquises à l'université et dans des instituts de formation techniques d'un très haut niveau, consolidées par une riche expérience de terrain acquise au contact d'une expertise internationale présente en force dans le pays, avaient assisté silencieux, quand ils n'y ont pas participé avec zèle, à la destruction de vrais fleurons de l'industrie algérienne. L'Algérie qui avait alors un taux de croissance économique très élevé est très rapidement retombée au niveau des pays les plus pauvres.

Cette génération de cadres de haut niveau a occupé des postes réellement stratégiques dans tous les domaines de l'activité sociale. Elle n'a pourtant jamais eu accès aux véritables postes de pouvoir. Ceux-là étaient réservés aux membres de la famille révolutionnaire (que l'on appelait pas encore comme cela à l'époque) qui seuls avaient le privilège, au nom de leur participation, réelle ou supposée, à la guerre de Libération nationale, de diriger le pays. Mais à partir des postes stratégiques qu'ils occupaient alors, les cadres algériens avaient grandement participé à mettre en place et à développer toutes les organisations qui font un Etat : institutions, administrations et entreprises de toutes sortes.

A partir du début des années quatre-vingts, cette génération de cadres a pourtant failli à sa mission de défense des intérêts supérieurs de la nation, par la faute d'un système politique qui l'a marginalisée : pour être en odeur de sainteté et bénéficier d'un poste de responsabilité dans n'importe quel organisme d'Etat, il fallait, au nom du fameux article 120 des statuts du parti, intégrer les rangs du FLN et adopter son idéologie rétrograde. Les cadres qui ont refusé le deal ont été, soit simplement marginalisés quand ils ont eu la «sagesse» de rester silencieux, soit traités de contre-révolutionnaires et pourchassés par l'appareil répressif, quand ils ont déclaré trop haut leur opposition au système.

Au cours des années quatre-vingt-dix, cette génération a repris les rênes du management des entreprises et des autres institutions pour les maintenir en vie, malgré une situation politique et sécuritaire réellement

désastreuse. Mais même pendant cette décennie de terreur, les cadres algériens ont fait l'objet d'une véritable chasse aux sorcières qui les a empêchés d'exprimer pleinement leurs compétences. Ils devaient faire profil bas et laisser l'appareil économique public aller à sa perte. Toute velléité de révolte était judiciairement réprimée au nom du concept inique de mauvaise gestion. Aujourd'hui encore, la génération d'avant l'école fondamentale (ceux qui sont encore physiquement aptes), qui a compris la nécessité de continuer de se former et de ne pas perdre le contact avec l'expertise internationale, a réussi à garder intactes les solides compétences professionnelles qu'elle a acquises. Ces compétences, elle les a mises au service de l'ouverture économique, en intégrant les grands groupes internationaux qui ont fait une entrée remarquée dans le pays, les grands groupes privés qui se sont développés ou les entreprises qu'elles ont créées. C'est encore cette génération qui est

Les générations issues de l'école fondamentale se caractérisent, quant à elles, par une parfaite indifférence par rapport aux effets de la mondialisation galopante. Elles ne sont intéressées que par l'effet gadget des technologies modernes (smartphones et tablettes de dernière génération, internet pour les loisirs, informatique embarquée, équipements connectés, etc.) et non pas par les sciences qui en sont à l'origine. L'acquisition de compétences nouvelles et leur utilisation dans le monde du travail ne figurent pas parmi leurs priorités.

majoritairement aux postes de commande des grandes entreprises, administrations et institutions publiques mais qui doit rapidement céder la place, quand elle ne l'a pas encore fait.

Les générations issues de l'école fondamentale se caractérisent, quant à elles, par une parfaite indifférence par rapport aux effets de la mondialisation galopante. Elles ne sont intéressées que par l'effet gadget des technologies modernes (smartphones et tablettes de dernière génération, internet pour les loisirs, informatique embarquée, équipements connectés, etc.) et non pas par les sciences qui en sont à l'origine. L'acquisition de compétences nouvelles et leur utilisation dans le monde du travail ne figurent pas parmi leurs priorités.

Il y a bien sûr des exceptions individuelles au sein de ces générations, qui ont fait montre d'énormes capacités pour apprendre et appliquer les nouvelles règles issues de l'arrivée massive des TIC. Ces exceptions, ce sont surtout à l'étranger qu'elles ont pu se révéler. Elles ne sont là que pour confirmer la règle qui veut qu'un jeune Algérien mis dans de bonnes conditions peut être aussi brillant que son homologue européen, américain ou asiatique. Ceux qui sont sortis du lot commun aussi bien en Algérie qu'à l'étranger sont ceux qui ont bénéficié d'une rente de situation (aisance financière ayant permis de sortir, en payant, du système éducatif national ; bourses à l'étranger pour suivre des études ; ...). Le reste, c'est-à-dire l'immense majorité issue de «l'Algérie d'en bas», végète le plus souvent dans des postes subalternes, sans avenir professionnel et sans aucune chance d'évolution, tant ses horizons sont bouchés.

Les postes qu'ils occupent sont en fait les seuls qui entrent dans leurs compétences, celles que leur a données un système éducatif et de formation totalement bloqué et inadapté aux réalités du terrain politique, économique et culturel qui, lui, avance inéluctablement vers d'autres horizons. S'il y a lieu de parler de générations sacrifiées, ce sont de celles-là qu'il s'agit ; ainsi que de toutes celles qui suivront, jusqu'à ce que les pouvoirs publics se décident de réformer de fond en comble le système éducatif. Pourquoi en est-on arrivé à ce point de déliques-

cence d'un système scolaire, universitaire et de formation professionnelle qui faisait jadis l'orgueil du pays ? L'université algérienne, à travers, par exemple, ses facultés des sciences humaines, sciences sociales et des sciences médicales mettaient sur le marché du travail des cadres de très haut niveau, dont les compétences étaient très fortement recherchées. Les diplômes décernés par ces facultés étaient reconnus internationalement ; un très grand nombre de ces cadres a pu faire d'excellentes études post-universitaires dans les pays d'Europe et même d'Amérique du Nord. Le nombre de médecins algériens, issus de cette université qui se sont installés dans les pays européens (particulièrement en France, mais pas seulement) où ils sont très appréciés, est incalculable.

Il en est de même pour d'autres filières universitaires, y compris technologiques, qui ont aussi très fortement alimenté le flux migratoire vers les pays développés qui

appréciaient ces compétences élevées, qui ne leur ont rien coûté.

Les seules filières du système de formation algérien actuel qui ont encore du succès dans les pays d'immigration sont les filières très techniques, telles que l'informatique. Ce que ces pays recherchent en Algérie et dans les pays qui ont adopté le même système de formation, ce sont des techniciens capables d'appliquer les technologies modernes à base d'informatique.

Un système éducatif complètement bloqué

Nous avons déjà dit que l'école algérienne excelle quand il s'agit de formations qui ont pour seul objectif de donner les recettes d'application et d'utilisation des technologies modernes. Elle est même capable de transformer les étudiants et autres apprenants en de parfaits «pirates informatiques» capables de casser n'importe quel système de verrouillage complexe. Mais elle ne peut pas aller au-delà et produire des cadres et chercheurs capables de participer à faire évoluer vers d'autres horizons les technologies qu'ils utilisent. Tout cela est le résultat de l'introduction, à très forte dose, de l'idéologie dans le système éducatif national.

Cette idéologie – à base de nationalisme rétrograde et d'islamisme décadent – a pris le dessus sur la pédagogie, la rationalité et la science. Tout cela se fait au nom de la défense des constantes nationales : participation à la guerre d'indépendance, arabité et islamité, qui sont les fondements d'un nationalisme étriqué, gardien des seuls intérêts d'une «famille révolutionnaire» aux aguets.

Aujourd'hui on peut voir et quantifier les résultats catastrophiques de cette école algérienne, otage de l'idéologie et des tenants d'une arabisation et d'une islamisation tous azimuts de la société. C'est cette école que la nouvelle ministre de l'Education nationale est chargée de réformer et de remettre aux normes de l'universalité et de la modernité.

C'est une école qui a été «inventée» en réaction à «l'occidentalisation rampante» de la société algérienne, dangereuse pour les «constantes nationales» et pour les intérêts des tenants du système, bénéficiaires

uniques de la rente. Il s'agissait de remplacer une génération totalement acquise à la modernité, synonyme pour eux d'occidentalisation et aussi, et surtout, de «francisation» par une autre qui sera formée selon les seuls canons acceptables, à savoir les «thawabit» (constantes).

L'objectif recherché était d'éliminer des hautes sphères de l'ensemble des organisations nationales (institutions, administrations et entreprises publiques) toutes ces générations qui se sont frottées à «l'école française» soupçonnées d'être les chevaux de Troie du maintien de la domination française ; on les a même accusées d'en être la «cinquième colonne».

Pour les chasser des postes qu'elles occupaient, les tenants du système ont proclamé la suprématie de la langue arabe sur toutes les autres. Elles ont même légiféré pour rendre obligatoire, contre toute logique, l'utilisation générale de la langue arabe dans tous les secteurs, à commencer par l'enseignement, y compris scientifique et technique.

Le résultat est là : plusieurs générations d'écoliers, de collégiens et de lycéens «formés» en langue arabe puis laissés livrés à eux-mêmes au sein des universités scientifiques et techniques et de la formation professionnelle qui ne peuvent enseigner qu'en langue française. Cela aurait pu être un bilinguisme enrichissant, c'est devenu un «analphabétisme bilingue», tant les apprenants (et souvent, les enseignants) ne maîtrisent aucune des deux langues.

On peut ouvrir ici une petite parenthèse pour parler d'une mesure «sociale» prise dans le seul but de débarrasser le monde du travail de ses cadres francisants qui barraient la voie des hautes responsabilités aux cadres arabisés : la retraite sans condition d'âge. Outre que cette mesure, prise officiellement pour lutter contre le chômage des jeunes, est une ineptie économique qui est à l'origine des difficultés financières de la Caisse nationale des retraites, elle n'a ni créé d'emplois ni permis à la génération des cadres arabisés (et monolingues) d'occuper efficacement les postes de responsabilité qui leur ont été confiés. Tous les cadres qui ont pris leur retraite sans condition d'âge sont restés à leurs postes de travail (ou ont rejoint d'autres postes), par manque de compétences réelles capables de les remplacer. Mais même cet échec monumental n'avait pas poussé les décideurs à lancer une vraie réforme de l'enseignement pour éviter de laisser le pays entre des mains totalement incompétentes.

Que peut-il sortir de positif d'un tel système scolaire ? Rien. Le résultat est connu. Des générations entières sacrifiées aux «constantes nationales». Une Histoire totalement falsifiée pour faire passer les idées-forces de la «famille révolutionnaire» ; une utilisation forcenée de l'islam, lui-même falsifié, pour justifier une politique de déculturation de tout un peuple au nom d'un passé «arabo-islamique» glorieux, dont on omet de donner les raisons internes objectives de sa décadence.

Les «sciences islamiques» (on se demande d'où est sortie cette ineptie sémantique) ont pris le dessus sur tout le reste au sein du système éducatif. Fatalement, ce qui devait arriver arriva : l'école a formé une armée de répétiteurs mais aucun esprit cartésien. La curiosité intellectuelle qui est à la base de la recherche scientifique a quitté les bancs de l'école et de l'université, pour laisser la place à la recherche effrénée du résultat à n'importe quel prix et du diplôme. Qu'importe si les connaissances acquises sont mal assimilées et inexploitable dans le monde du travail : le diplôme délivré vaut compétence.

R. G.
(A suivre)